

## « L'activité utile et l'emploi ne coïncident pas »

PAR JOSEPH CONFAVREUX

ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 31 OCTOBRE 2021

Alors que le «travail» demeure central pour les individus et les sociétés, le sens, la valeur et les significations de celui-ci nous échappent de plus en plus. Entretien avec la sociologue Marie-Anne Dujarier.



Dans un entrepôt de DHL à Köngen, dans le Bade-Wurtemberg, en Allemagne, le 19 août 2021. © Christoph Schmidt/DPA/DPA PICTURE-ALLIANCE VIA AFP

Un discours public déplore, en France comme aux États-Unis, le nombre d'emplois non pourvus à l'heure de la reprise économique post-pandémie, en suggérant et soupçonnant que les confinements ont habitué les gens à rester chez eux et/ou que les «*premiers de corvée*» ne veulent plus donner autant qu'ils l'ont fait.

Quant à cette nouvelle campagne présidentielle, elle risque fort, comme les précédentes, de mettre au cœur de ses préoccupations le «travail», dont la définition est incertaine, et sa «valeur», même si celle-ci demeure bien introuvable quand on l'évoque au singulier.

Comment, alors, déplier ce que signifie aujourd'hui le travail, terme ubiquitaire, institution centrale de nos sociétés et carte d'identité, pour reprendre les mots de la sociologue Marie-Anne Dujarier, auteure de plusieurs livres importants sur le travail?



Dans un entrepôt de DHL à Köngen, dans le Bade-Wurtemberg, en Allemagne, le 19 août 2021. © Christoph Schmidt/DPA/DPA PICTURE-ALLIANCE VIA AFP

Dans *Le Management désincarné* (La Découverte, 2015 et 2017), la chercheuse, elle-même ancienne «planneuse» en entreprise, s'intéressait à l'univers inquiétant, et pas nécessairement efficace, du management contemporain et au travail des cadres qui diffusent les dispositifs tels que ceux de management par objectifs, *benchmarking*, *lean management*, évaluation quantitative, etc.

Auparavant, dans *Le Travail du consommateur* (La Découverte, 2008 et 2014), elle montrait comment les entreprises délèguent des tâches aux consommateurs ou captent leurs productions à leur profit; une tendance encore accentuée par les évolutions numériques.

Marie-Anne Dujarier



Sociologie d'une catégorie de pensée

puf

Dans son dernier ouvrage, intitulé *Troubles dans le travail. Sociologie d'une catégorie de pensée*, publié aux PUF, Marie-Anne Dujarier propose non pas une

philosophie du travail ou un ouvrage d'histoire des idées, mais plutôt un regard sociologique sur les usages sociaux ordinaires de ce qu'on désigne par ce terme à la fois si présent et si fuyant de «travail».

Elle y montre que cette catégorie de pensée est troublée à la fois par *«l'entrée dans le capitalocène, l'extension phénoménale du travail du consommateur, les pratiques numériques en réseau, l'intelligence artificielle, les usages du vivant, les politiques néolibérales de l'emploi comme la dissociation croissante entre revenu et activité...»*, puisque les trois principales dimensions que recouvre ce terme de «travail», à savoir l'activité, la production utile et l'emploi rémunéré, semblent *«dérivée chacun(e) de leur côté»*. Entretien.

**En Europe, comme aux États-Unis, des centaines de milliers d'emplois précarisés et dévalorisés ne sont pas pourvus. Existe-t-il une inadéquation croissante entre le «travail» proposé et le «travail» espéré?**

**Marie-Anne Dujarier:** Mon livre propose une socio-histoire de la catégorie de pensée «travail». Il ne traite donc pas des effets des politiques publiques durant la récente pandémie de Covid sur le rapport à l'emploi. On peut néanmoins faire ce constat – mais il ne date pas d'hier – que beaucoup d'offres d'emploi sont, au sens strict, inacceptables. Je pense notamment à celles qui entraînent une perte d'argent, à l'instar d'un serveur à temps partiel qui doit finir son service à 2h30 du matin, rentrer chez lui à 20kilomètres du café où il travaille et donc investir dans une voiture pour cela, qui lui coûtera plus que ce que son emploi précaire ne lui rapporte. Cela est vrai de nombreux emplois de services ou ouvriers aujourd'hui.

**Votre travail généalogique sur la catégorie de pensée «travail» permet de cerner les différents sens dont elle est investie, tout en dissipant certains lieux communs, notamment l'idée que le mot viendrait de *tripalium*, un instrument de torture composé de trois barres de bois...**

L'idée que le mot *travail* viendrait de *tripalium* est une hypothèse qui émerge tardivement, au moment où le salariat commence à s'imposer. Le discours sur le

passé est donc ici pris dans les enjeux contemporains. D'après les étymologistes, le mot *travail* viendrait plus probablement de *trabs*, qui signifie «poutre». Le travail désigne en effet un outil, assemblage de poutres qui servait au maréchal-ferrant à contenir les gros animaux pour les ferrer ou les soigner.

Mais il pourrait aussi venir du latin *trans*, qui signifie «avancer en surmontant des obstacles», proche de la signification donnée au mot lorsqu'il apparaît, au XI<sup>e</sup> siècle: le travail se dit alors pour évoquer la peine que l'on se donne pour faire quelque chose, tel l'accouchement. Le mot désigne le processus invisible, à l'œuvre dans toute action humaine, qu'elle soit physique, psychique, morale ou affective. Il peut aussi concerner l'action des animaux et des matériaux, puisqu'on dit qu'un cheval ou que le bois travaille, par exemple. Ce premier usage ordinaire du mot a donc un sens fort extensif.

Par métonymie, au XIV<sup>e</sup> siècle, on se met à l'employer aussi pour désigner le produit de l'activité: on parle de *«beau travail»*, notoirement.

À partir du XVI<sup>e</sup> siècle, le travail sert à dire le «gagne-pain», puis, progressivement, «emploi», et «salariat» en particulier, récemment, lorsqu'il devient majoritaire.

Ainsi, la catégorie de pensée recouvre trois principales significations dans notre langage ordinaire: l'activité, la production et l'emploi. Ainsi peut-on dire *«je fais un travail de deuil»*, *«j'aime le travail de cet artiste»* et *«je cherche un travail»*.

Depuis la Révolution, les institutions vont elles aussi user du mot *travail* et même baptiser le droit, un ministère, des politiques publiques, statistiques, et une branche de la médecine avec cette appellation: *«du travail»*. Contrairement aux usages ordinaires et scientifiques, les usages institutionnels du mot *travail* le réduisent à l'emploi.

**«Notre projet est celui de la société du travail», disait le candidat Macron en 2017. Pourquoi la «valeur» travail demeure-t-elle un argumentaire électoral puissant?**

Le travail, tout le monde en parle. Ce mot est ubiquitaire dans les discours politiques et syndicaux, mais aussi dans les échanges quotidiens et nos réflexions. Or, puisqu'il est un mot polysémique, il est chargé non pas d'une seule valeur, mais de valeurs multiples, en tension.

Dans l'activité se joue la possibilité de donner du sens à notre action et, conséquemment, notre santé. De ce point de vue, l'activité a une valeur intrinsèque, existentielle. Le travail entendu comme production porte, lui, des valeurs d'utilité pour la subsistance, aujourd'hui profondément questionnées par les enjeux écologiques, eux aussi vitaux. Enfin l'emploi, que l'on peut percevoir comme un rapport de subordination et d'exploitation, et aussi comme support de la solidarité en France, puisque la Sécurité sociale est adossée au salariat, porte des valeurs matérielles, symboliques et politiques. La catégorie de pensée «travail» convoque donc de multiples valeurs, et non une seule.

Or brandir «la» valeur travail permet de jouer avec profit de cette polyvalence. Au nom du travail, entendu comme emploi, on peut faire faire n'importe quoi à n'importe quelles conditions, et obtenir que des gens fassent des choses qui les dégoutent ou qui nuisent à leur santé.

Au nom du travail, entendu cette fois comme activité, et de sa valeur intrinsèque, on peut dégrader les conditions d'emploi; *«offrir une activité passionnante»* permet régulièrement d'abaisser sa rémunération en dessous du salaire minimum légal.

Enfin, au nom de l'utilité sociale du travail, on peut dégrader tant la qualité des tâches exigées que les conditions d'emploi. En brandissant la *«valeur travail»* au singulier, comme le font les employeurs-entreprises capitalistes, services publics ou associations sans but lucratif- et l'État depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, on peut obtenir un engagement zélé des femmes et des hommes à son profit.

**Cette valorisation sociale et politique du travail n'est-elle qu'une pilule destinée à faire passer la réalité que le travail «rapporte» de moins en moins que le capital?**

L'accroissement de la rémunération du capital relativement à celle du travail est net depuis 30 ans, en effet. L'hypocrisie de la norme salariale joue un rôle central dans cette dynamique. Elle dit que nous ne pouvons exister matériellement, socialement et psychologiquement que si nous avons un emploi. Et pourtant, il n'y en a pas pour chacun, et ce depuis un demi-siècle, induisant que celles et ceux qui ont un emploi doivent accepter tout et n'importe quoi pour le garder.

Les autres sont prêts à tout pour en obtenir un, y compris à produire bénévolement afin de démontrer leurs compétences aux employeurs. De la sorte, des femmes et des hommes se donnent la peine de produire des choses utiles et profitables, au seuil de l'emploi, bénévolement, brouillant alors la notion de «travail».

**Un conseiller fiscal qui travaille à réduire la contribution des plus riches pour la collectivité détruit 47fois plus de valeur qu'il n'en produit, rappelez-vous en suivant le résultat d'une étude britannique de la New Economics Foundation. Pourquoi la question de l'utilité des productions demeure-t-elle la grande absente de l'agenda des négociations entre employeurs et employés?**

Nous assistons à des débats récurrents pour savoir si certains métiers ou emplois jugés inutiles peuvent continuer d'être classifiés comme du «travail». Or la question de savoir si réaliser des actes jugés improductifs ou même nocifs pour la société est du «travail» se pose aujourd'hui à une échelle inédite, avec le basculement écologique.

On peut assez bien comprendre pourquoi les employeurs ne mettent pas cette problématique à l'agenda, tant ce n'est pas dans l'intérêt des actionnaires. **Le chercheur Serge Audier a montré** que les questions écologiques n'ont pas été centrales non plus pour les syndicats; mais cela est en train de changer doucement, non sans transformer l'activité syndicale elle-même d'ailleurs.

Si nous parvenions à penser la question de l'utilité en la désincarcérant de la théorie économique, où elle est réduite à ce qui accroît le capital, ce serait révolutionnaire. On entend parfois dire qu'*«il n'y a*

*plus de travail*». Pourtant, il y a des enfants à éduquer, des personnes à soigner, des mers à dépolluer et sept milliards d'humains à nourrir et loger... Il existe en fait une pléthore de choses à faire et à produire, alors qu'il n'y a pas assez d'emplois et que nombre d'entre eux contribuent à la destruction de la société comme de la planète. L'activité utile et l'emploi ne coïncident donc pas, laissant la catégorie de pensée «travail» encore une fois déstabilisée.

**Certains étudiants des grandes écoles semblent s'interroger aujourd'hui sur l'utilité sociale de leur travail et vouloir faire face au défi écologique, si l'on en croit le livre récent de la journaliste Marine Miller, *La Révolte* (Le Seuil).**

Certes, mais ce n'est pas nouveau qu'une partie de la jeunesse, même privilégiée, veuille donner du sens à sa vie et à son emploi. Mais on a aussi souvent vu les élites étudiantes révoltées rentrer dans le rang une fois la carrière commencée, ne serait-ce que pour rester sur le marché de l'emploi.

**Stromae dans son dernier single ou Ruffin dans son dernier film rendent hommage aux «premiers de corvée»: repérez-vous des voies permettant d'imaginer une plus grande corrélation entre utilité sociale et valorisation financière du travail?**

Imaginer, oui. Constater, c'est une autre chose. Aucune femme de ménage, institutrice, aide-soignante, ou aucun éboueur n'a été augmenté significativement à ma connaissance, bien que leur utilité sociale ait été reconnue et louée lors des confinements.

La dissociation entre pénibilité des tâches, utilité sociale et rémunération est patente. Alors que de nombreux emplois rémunérés et encadrés par le droit du travail détruisent les conditions de notre subsistance collective, nous trouvons, comme en miroir inversé, de nombreuses pratiques indispensables à notre subsistance matérielle, politique, culturelle et psychique qui ne sont pas considérées ni traitées comme du «travail» par les institutions, et notamment par le droit du travail. Les trois significations sociales attribuées à la catégorie de pensée «travail» sont ici encore désarticulées.

**Trois scénarios principaux sont envisagés en général concernant l'avenir du travail et vous les décrivez comme «la fin du travail, le travail sans fin et le travail de la fin». Qu'entendez-vous par là?**

L'avenir du travail fait en effet aujourd'hui l'objet de trois principaux discours. Les politiques publiques internationales et nationales, avec un raisonnement techno-déterministe qui confond travail et emploi, prédisent sa diminution dans l'hémisphère Nord. Le «*Future of work*» promeut la fin du salariat et vante l'entrepreneuriat – c'est-à-dire la précarité. Dans ces discours, le mot «travail» désigne en fait l'emploi.

À l'inverse, le courant autonomiste italien, notamment, affirme que tout serait devenu «travail» depuis que nos pensées, émotions, affects, relations, coopérations, consommations, loisirs et pratiques numériques servent à produire de la valeur économique et se retrouvent exploités par le capital. Dans ce cadre, notre activité sur Internet, notamment, serait de l'exploitation sans aliénation. Ici, le «travail» désigne l'activité productive de valeurs d'usage et d'échange, et non l'emploi.

Enfin, l'actuel péril écologique change tout, ou devrait tout changer des visées et modalités de la production, c'est-à-dire aussi ce que nous appelons travail. Nous sommes les hommes et les femmes de la fin d'un modèle productif, écologique, social et moral. Aussi voit-on poindre des scénarios pour produire autrement, qui visent à empêcher ou différer l'effondrement, ou bien à s'apprêter à y survivre. Ces discours sont alors centrés sur ce que l'on pourrait appeler le «travail de la fin».

Ces trois scénarios, qui peuvent se combiner, affirment que rien ne sera plus comme aujourd'hui, que ce soit du fait du remplacement des emplois par des machines, de l'exploitation totale de nos vies ou de la mutation productive pour faire face au péril écologique. Ces trois discours sur l'avenir utilisent donc la catégorie de pensée «travail», avec toutes ses ambiguïtés, et en lui attribuant des significations distinctes. Ce faisant, ils contribuent à renforcer les usages sociaux du mot, sans le questionner. Et pourtant, l'avenir de ce qu'on

appelle «travail» pourrait être plutôt de questionner la naturalité apparente du mot, pour équiper autrement notre pensée.

### **Quelles seraient alors les reconfigurations possibles?**

Cette recherche montre que les trois principales significations sociales de la catégorie de pensée et de la pratique «travail» sont, dans nos pratiques actuelles, régulièrement désarticulées. La peine que les femmes et les hommes se donnent pour produire, la production utile à notre subsistance et l'emploi rémunéré sont dissociés.

Alors, aux questions anciennes, comme celle qui concerne la reconnaissance et l'éventuelle rémunération des tâches domestiques, s'ajoutent de nombreuses autres: faut-il salarier le *care*, au risque d'étendre la sphère marchande et d'introduire des rapports de subordination dans les couples ou les familles? Doit-on continuer à parler de «travail» pour la tâche accomplie par les salariés qui jugent que leur emploi est inutile ou destructeur? Est-ce qu'un emploi dont on ne peut pas vivre est encore «du travail», alors que le nombre des travailleurs pauvres atteint les 10% en Europe? Peut-on parler de *digital labor* ?

Est-ce que le défraiement – sans cotisation à la Sécurité sociale – perçu pour participer à des essais cliniques doit être considéré comme la rémunération d'un «travail»? Faut-il envisager un revenu pour les internautes lorsque les informations, vidéos ou «like» fécondent le capital de grandes firmes? Et que penser de l'emploi que nous faisons de l'activité animale?

### **Dans ce contexte où les pratiques sociales troublent la catégorie de pensée «travail», quelles sont les propositions?**

Certaines, depuis trois siècles, proposent de «ne plus travailler» et font l'éloge de la «paresse». Ici encore, l'usage du mot travail est problématique: s'agit-il de cesser toute activité? de ne plus rien produire d'utile? ou, plus probablement, d'en finir avec le salariat et la subordination? D'autres dénoncent le «travail gratuit». Cette expression sonne comme un

oxymoron et a une visée politique. Elle suggère de rémunérer les pratiques qui demandent de la peine et sont productrices d'utilités et de profit pour autrui.

Un troisième courant, qui puise à des traditions politiques fort contrastées, marxiste, anarchiste, libertaire, néolibérale, décroissante, survivaliste ou écologiste, fuit les institutions «du travail», pour produire hors d'elles, dans des rapports «horizontaux» et en quête de plaisir de faire. La catégorie de pensée n'est plus centrale dans ces utopies et pratiques expérimentales.

Enfin, dans les sciences humaines, des chercheurs questionnent la pertinence de continuer à penser avec cette catégorie de pensée. Sans doute est-elle, comme la catégorie de «nature», un obstacle pour décrire le monde d'aujourd'hui, et surtout pour penser celui de demain.

**Faut-il alors, pour reprendre votre propre questionnement, réformer les institutions «du travail» pour y faire entrer ces nouvelles pratiques, actuelles ou à venir, en excluant par exemple les pratiques inutiles ou toxiques du «droit du travail» ou en rédigeant un code du travail des robots par exemple? Ou, au contraire, faut-il courber ces pratiques pour qu'elles entrent dans les institutions actuelles, à l'instar des luttes visant à salarier le travail domestique ou les autoentrepreneurs payés à la tâche?**

En effet : le hiatus entre les pratiques actuelles et les institutions «du travail» – c'est-à-dire essentiellement le droit du travail et les politiques publiques – interroge ces dernières. Pour penser ces transformations, nous pouvons déplier les multiples significations et valeurs aujourd'hui regroupées sous le mot «travail»: que faudrait-il produire aujourd'hui? Comment répartir les tâches entre robots, humains et autres vivants, afin que l'activité de ceux-ci soit sensée et donc favorable à leur santé? Quel code de l'emploi permettrait de responsabiliser les employeurs d'algorithmes et machines, mais aussi d'animaux, végétaux et cellules? Quelles formes et quel périmètre de solidarité veut-on pour demain?

Déplier le mot «travail» offre de penser chacune des dimensions que recèle la catégorie de pensée, et d'imaginer d'autres rapports entre elles. Toutes les

innovations politiques actuelles vont d'ailleurs dans ce sens, qu'il s'agisse de réhabiliter l'autoproduction, de dissocier le revenu de l'emploi, ou d'étendre la solidarité au-delà du salariat, par exemple.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Direction éditoriale** : Carine Fouteau et Stéphane Allès

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : [contact@mediapart.fr](mailto:contact@mediapart.fr)

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : [serviceabonnement@mediapart.fr](mailto:serviceabonnement@mediapart.fr) ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.